

*Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi,*  
**Isabelle Hillenkamp et Jean-Louis Laville (dir.). Editions Erès,**  
**2013, 312 pages**

Nadine Richez-Battesti

Numéro 333, juillet 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Richez-Battesti, N. (2014). Compte rendu de [*Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi*, Isabelle Hillenkamp et Jean-Louis Laville (dir.). Editions Erès, 2013, 312 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (333), 119–120. <https://doi.org/10.7202/1026049ar>

Tous droits réservés © Recma, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# NOTES DE LECTURE

## Socioéconomie et démocratie : l'actualité de Karl Polanyi

Isabelle Hillenkamp et Jean-Louis Laville  
(dir.). Editions Erès, 2013, 312 pages.

Cet ouvrage, paru en mai 2013, est dans le prolongement des travaux publiés en France sur Polanyi et des débats sur la démocratie abordés dans les recherches sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Pourtant, plus que de parler d'ESS, Hillenkamp et Laville font le choix d'inscrire leur démarche dans le champ des pratiques économiques plurielles, associant ainsi des auteurs dont les analyses ne portent pas traditionnellement sur l'ESS. Leur travail prend une actualité particulière, du fait du regain d'intérêt pour les questions démocratiques dans un contexte de crise économique durable. Délibérément ancré dans une perspective socioéconomique et s'inspirant de Polanyi, cet ouvrage de plus de 300 pages assume une démarche pluridisciplinaire et une perspective internationale. Il s'efforce d'éclairer de façon critique la question centrale des rapports entre économie et société à partir de deux axes de réflexion exprimant le renouveau de la pensée polanyienne. Le premier, à l'échelle macroéconomique, vise à analyser le « *double mouvement de marchandisation et de protection* » (p. 23). Le second, à l'échelle microéconomique, a l'ambition de repérer « *les pratiques économiques plurielles pouvant contribuer à des sociétés plus démocratiques* » (p. 24). Dans cette perspective, l'ouvrage reprend les dimensions théorique, politique et méthodologique de l'apport de Polanyi. Réunissant onze contributions, toutes inscrites dans la perspective polanyienne esquissée ci-dessus, l'ouvrage est construit en trois parties. La première porte sur une « *critique pluridisciplinaire du nouveau capitalisme* ». La seconde présente à l'échelle microéconomique des expériences

observées dans différents territoires comme des alternatives au capitalisme et à la société de marché. La troisième, dans une logique *bottom up*, s'efforce d'élaborer des concepts issus d'expériences de terrain. L'introduction et la postface sont conçues elles aussi comme des contributions au débat et participent d'une mise en perspective d'ensemble indispensable.

## Les bases d'une critique renouvelée du capitalisme

Cultivé, foisonnant de références, le texte peut apparaître ardu à la lecture. Loin d'être un ouvrage de vulgarisation, celui-ci s'efforce de labourer le terrain de la critique du capitalisme et d'élaborer une grille de lecture cohérente. Comme souvent dans un travail collectif, l'écueil est celui de l'hétérogénéité des contributions, et l'ouvrage n'y échappe pas, bien que les catégories énoncées en introduction en facilitent l'articulation et la mise en lien. Ainsi, l'article « Les alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation », par de Sousa Santos et Garavito, apparaît comme normatif et surplombant sans illustrer de façon suffisante les multiples terrains qui en sont le soubassement. L'article « De Polanyi à l'économie sociale et solidaire en Amérique latine », de Corragio, n'est pas non plus novateur. Il retient cependant un cadre analytique de type centre-périphérie qui donne une lecture intéressante de la place de ces mouvements dans les dynamiques de mondialisation.

À l'inverse, « La démocratisation économique comme processus institué », de Mendell, et « Le principe de réciprocité aujourd'hui », de Servet, fournissent des arguments utiles, notamment sur la question des apprentissages et des interdépendances tant pour le chercheur que pour le praticien. Le texte de Hillenkamp sur le *householding*, l'administration domestique – quatrième principe

d'intégration économique selon Polanyi –, présente une originalité certaine. Peu étudié, ce principe concerne le foyer et les groupes domestiques autour des logiques de partage. En l'analysant à l'aune de l'économie populaire en Bolivie, l'auteure caractérise les reconfigurations des structures familiales et communautaires et le balancement entre partage et marché et entre solidarité et protection des groupes. On trouve, enfin, une synthèse intéressante des travaux de Jérôme Blanc, bien connu des lecteurs de la *Recma* sur la pluralité des monnaies.

Cet ouvrage est aussi l'occasion de mobiliser des chercheurs qui n'interviennent pas directement dans le champ de l'ESS, mais plutôt dans la critique du capitalisme et dont l'analyse vient éclairer les trajectoires en cours des organisations publiques et de l'ESS : des auteurs tels que Postel et Sobel ont un apport essentiel sur la question des marchandises fictives ou encore Frazer sur les questions d'émancipation dans le cadre d'une analyse radicale de la démocratie.

On ne peut donc que conseiller la lecture de l'ouvrage, notamment parce qu'il pose les bases d'un programme de recherche encore en construction et pourtant indispensable à l'enjeu d'articuler économie et démocratie. S'il s'adresse majoritairement à des chercheurs, le praticien pourra également y trouver de quoi nourrir ses analyses et ses pratiques. **NADINE RICHEZ-BATTESTI**

### Une autre finance pour une autre agriculture

*Miramap (coord.). Editions Yves Michel, 2013, 229 pages.*

Cet ouvrage collectif est coordonné par le mouvement inter-régional des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), qui développent des circuits de commercialisation directe entre producteurs agricoles et consommateurs (autour de 1600 groupes, soit 50 000 familles en 2012). Il présente (ce n'est pas explicite)

un ensemble de contributions dans le cadre du projet « Des financements solidaires pour une agriculture alternative ». Même si d'aucuns trouveront certaines d'entre elles utopiques, jugeront le style trop onirique, s'irriteront de la lecture parfois trop unilatérale de la « domination par le crédit » ou regretteront l'insuffisance de données techniques ou financières sur certains sujets, ce livre vaut le détour pour qui s'intéresse aux questions de financement alternatif, en particulier agricole et rural. Du point de vue éditorial, on regrettera la répétition entre textes et encadrés.

L'ouvrage permet d'appréhender une réalité largement méconnue et s'ouvre aux témoignages d'un ensemble d'acteurs et d'expériences trop souvent marginalisés des espaces de réflexion institutionnelle autour de ces questions.

### Exclusion financière

Le fil rouge est développé autour de l'accès au financement des projets agricoles et ruraux non reconnus et encadrés par la profession agricole et leurs partenaires publics. Comme le rappelle André Neveu (p. 45), chaque année les pouvoirs publics accordent des aides à 5 000 exploitations agricoles jugées rentables, alors que 10 000 autres ne reçoivent aucune aide. Cette situation d'exclusion financière, qui devrait interpeller les responsables institutionnels, renforce la tendance à une « agriculture considérée comme compétitive, mais à faible valeur ajoutée, destructrice d'emplois et bien peu respectueuse de l'environnement ». En outre, certains modes de production semblent systématiquement marginalisés, comme le rappelle l'expérience de la Nef à propos de l'agriculture biologique (Victor Grange, p. 138).

Les contributions sont organisées en trois parties. La première présente des éléments de contexte (articulation entre politique d'aides et politique agricole, historique des évolutions du financement agricole bancaire, situation du surendettement